

**VILLE DE BIARRITZ**DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Arrondissement de BAYONNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**Séance du 23 juin 2022**

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-trois juin,
le Conseil Municipal de la Ville de Biarritz, régulièrement convoqué, est réuni à la Mairie de Biarritz, sous la présidence de Madame Maider AROSTEGUY, Maire.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Paul RODRIGUES-REIS

PRÉSENTS : Mme Maider AROSTEGUY (Maire), M. Adrien BOUDOUSSE, Mme Martine VALS (de la question 1 à 36 et de la question 41 à 49), M. Edouard CHAZOILLERES, Mme Anne PINATEL, M. Fabrice-Sébastien BACH (à partir de la question 3), M. Mathieu KAYSER, M. Xavier DELANNE (de la question 1 à 38 et 40 à 50) (Adjoints au Maire), Mme Géraldine VERGET, Mme Valérie SUDAROVICH, Mme Françoise FORSANS, Mme Muriel DUBOIS-VIZIOZ, M. Eric QUATRE VIEUX, Mme Christelle RODET, M. Sébastien MENARD, Mme Elena BIDEgain (à partir de la question 33), M. Paul RODRIGUES-REIS, M. Didier BARBERTEGUY, M. Guillaume BARUCQ (de la question 1 à 35), M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE, Mme Corine MARTINEAU (de la question 1 à 33 et de la question 36 à 50), M. Brice MORIN (de la question 1 à la 45 et de la 49 à 50), Mme Nathalie MOTSCH (à compter de la question 3), M. Sébastien CARRERE, M. Patrick DESTIZON (Conseillers Municipaux).

ABSENTS ou EXCUSES : Mme Martine VALS (questions 37, 38, 39, 40, 50) - M. Richard TARDITS, Mme Maud CASCINO, M. Fabrice-Sébastien BACH (questions 1 et 2), Mme Patricia POURVAHAB (procuration à Mme AROSTEGUY), M. Michel LABORDE (procuration à M. RODRIGUES-REIS), Mme Stéphanie GRAVE (procuration à Mme AROSTEGUY), Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS, M. Xavier DELANNE (question 39), Mme Elena BIDEgain (de la question 1 à 32 - procuration à Mme PINATEL), M. Gérard COURCELLES (procuration à M. RODRIGUES-REIS), M. Louis BODIN (procuration à Mme PINATEL), Mme Morane PINAUD BOSQUE (procuration à M. BACH), M. Guillaume BARUCQ (à compter de la question 36), Mme Lysiann BRAO (procuration à M. MORIN), Mme Corine MARTINEAU (questions 34 et 35), M. Brice MORIN (questions 46, 47, 48), Mme Nathalie MOTSCH (questions 1 et 2).

Antenne de téléphonie mobile au parc des sports d'Aguilera

Reversement au BOPB des recettes encaissées par la Ville – Décision

Monsieur CHAZOILLERES présente le rapport suivant.

Mes chers collègues,

Par contrat signé le 18 février 2003, la Ville de Biarritz a mis à la disposition de la société Orange un emplacement du parc des sports d'Aguilera pour l'implantation d'un relai radioélectrique (antenne de téléphonie mobile).

Ce contrat prévoyait le versement d'une redevance annuelle initiale de 9 147 € avec indexation sur le coût de la construction.

A l'expiration de ce contrat, un nouvel acte a été signé le 20 avril 2017 pour le même objet, qui prévoit le versement, par Orange à la Ville de Biarritz, d'une redevance annuelle de 13 000 € (avec revalorisation de 1% chaque année).
Ce contrat a pris effet au 1^{er} janvier 2017.

Il s'avère que l'emplacement considéré se trouve dans le périmètre du bail emphytéotique administratif signé le 16 juillet 2003 entre la Ville de Biarritz et la SASP Biarritz Olympique Pays-Basque.

Il est rappelé qu'un BEA a pour conséquence le transfert de l'ensemble des droits et des obligations du propriétaire à l'emphytéote et que celui-ci bénéficie de l'ensemble des recettes encaissées dans le périmètre du bail.

Par courrier en date du 24 septembre 2021, la S.A.S.P. BOPB a sollicité le reversement par la Ville de l'intégralité des sommes qu'elle a perçues de la société Orange.

Dans le cadre de la régularisation des rapports financiers entre la Ville et la S.A.S.P. BOPB, qui a notamment conduit la Ville à ne plus payer les fluides pour le BOPB, il est proposé de régulariser la situation au regard de l'antenne de téléphonie mobile.

Il vous est proposé, mes chers collègues, de décider d'accepter le transfert du contrat passé entre la Ville et la société ORANGE à la S.A.S.P. BOPB, et de décider le reversement des sommes encaissées par la Ville dans la limite de la prescription légale.

L'imputation pour la dépense est au chapitre 014 article 7398 fonction 020, pour un montant de 52 785,21 € correspondant aux produits perçus de 2017 à 2021.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré en séance les mêmes jours, mois et an que dessus, et le présent extrait
Certifié conforme au registre
Biarritz, le 23 juin 2022
Le Maire

